

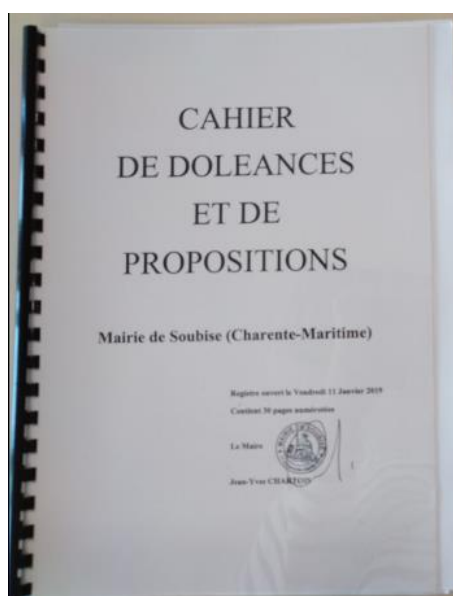
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Soubise

code INSEE : 17429

3 024habitants

Intercommunalité : Communauté d'agglomération de Rochefort Océan



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W399) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 30 feuilles (10 écrites et 20 vierges) reliées avec baguette de plastique noire.

Couverture inspirée de la couverture AMF – logo de la commune.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

« Registre ouvert vendredi 11 janvier 2019, contient 30 p numérotées », signature du maire.

« Clos le mercredi 20 février et contient 18 pages », signature du maire.

Correspondance avec préfecture insérée.
14 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Jouviour le präsident
Vous avez augmenté la césu des retraités,
mais avant de tayer à tout va,
les députés, sénateurs, ministres auraient
dû faire un geste en diminuant d'autant
leurs indemnités.
Les anciens präsidentes et premiers ministres
ne devraient plus toucher d'indemnités
au bout de trois ans après la fin
de leur mandat.
Ceci est peut-être une goutte d'eau, mais
un autre climat aurait été installé
et cela montrerait que les efforts
n'étaient pas demandés toujours aux
mêmes citoyens.
Respectueusement

ÉCOLOGIE Pourquoi culpabiliser les français
alors que dans le classement des pays émetteurs
de CO₂ la France arrive en 185^e rang avec
un taux de 0,9 - (devant nous l'Allemagne!!)
pays qui peut nous faire la morale!!

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Dactylographié, 20 lignes, 173 mots (homme)

NOM Prénom

Adresse, téléphone

Le 11/12/2019

Je n'ai pas demandé à Emmanuel 1^{er} :

- La suppression de l'ISF.
- L'augmentation de la taxe sur les carburants pour la transition écologique.
- La suppression de la taxe d'habitation.
- L'augmentation de la CSG.
- Le passage aux 80 km/heure.

Je demande une meilleure gestion du train de vie de l'État.

- La suppression des privilèges de nos 4 anciens présidents.
- La diminution du nombre de nos parlementaires.
- La diminution du nombre de nos sénateurs
- La diminution du nombre de nos conseillers constitutionnels.
- La suppression des avantages de nos élus.
- La suppression des avantages des hauts fonctionnaires.
- Le contrôle des dépenses publiques sans nuire aux services publics.
- Réduire les inégalités salariales et sociales.
- Cesser les menaces sur les mouvements sociaux.

Le respect des maires de France qui sont les seuls élus qui nous sont accessibles alors qu'ils ont été méprisés par M. Macron qui ne s'est même pas rendu à leur colloque annuel.

En résumé je suis prêt à demander la démission d'Emmanuel 1^{er} tout en sachant que ce ne serait sûrement pas la bonne solution.

2. Manuscrit (majuscules, page de cahier petit format collée), 14 lignes, 92 mots (homme)

NOM Prénom

POINT 1. REVOIR LE CALCUL DE L'ALLOCATION ADULTE HANDICAPÉ ACTUELLEMENT CALCULÉE SUR LE NIVEAU DU FOYER FISCAL ET NON SUR LE REVENU DE LA PERSONNE HANDICAPÉE ELLE-MÊME, CE QUI PRIVE CETTE PERSONNE D'UN REVENU SUBSTANTIEL ET LA LAISSE DÉPENDANTE DE SON CONJOINT !! LES PLAFONDS POUR CETTE ALLOCATION SONT TRÈS BAS, CE QUI PRIVE BEAUCOUP DE FOYER D'UN REVENU CORRECT. CECI EST UNE INÉGALITÉ PAR RAPPORT AUX PLAFONDS D'AUTRES ALLOCATIONS (EX. LES ALLOCATIONS FAMILIALES).

2^E POINT. POUR VIVRE ACTUELLEMENT EN FRANCE, IL FAUT MINIMUM 3000 € PAR MOIS, PAR FOYER. AUGMENTER LES RETRAITES !!

[Signature]

3. Manuscrit, 3 lignes, 19 mots (femme)

[Prénom NOM]

Que l'Assemblée nationale soit proportionnelle et représenterait vraiment les Français.

Revoir les petites retraites et enlever les taxes (CSG).

[Signature]

4. Manuscrit, 7 lignes, 63 mots (femme)

[Prénom Nom]

- Inverser l'économie de marché, au contraire de ce qu'elle a été à partir des années 1980 : que l'économie soit au service des humains et non au service des actionnaires.
- Revaloriser petits salaires et petites retraites : les gens doivent pouvoir vivre de leur travail.
- Députés et sénateurs doivent voter selon leur conscience, et non en fonction d'un mot d'ordre.

[Paraphe]

5. Manuscrit, 30 lignes, 311 mots (femme)

Soubise, le 14 janvier 2019

Monsieur le Président de la République Macron,
Monsieur le Président ministre Philippe et votre gouvernement,

J'aimerais que vous pensiez aux veuves, car la réversion au conjoint survivant n'ont pas été relevés depuis plusieurs années ou si peu (rendez-nous notre demi-part fiscale qui nous a été enlevée par le président Sarkozy).

Pour les retraités : petites et moyennes pensions, la CSG, pour ne pas être chaque mois dans le découvert autorisé, après avoir travaillé tout une vie... Hélas ! Nous n'en pouvons plus, nous mourrons tous à petit feu...

Mettre lors des diverses élections le vote blanc, car cela changerait la donne... Il serait bien qu'il y ait un RIC pour que le peuple s'exprime enfin ! (Autrement, il y a que la rue, qui arrive à faire peur)... Arrêter toutes ces TAXES diverses, TVA et autres, ou les mettre moins élevées. Pensez aussi à nos jeunes scolaires, collégiens, lycéens, étudiants, pour qu'ils aient tous un niveau d'étude normale, pour avoir un métier et que ce travail puisse subvenir à leurs besoins, avoir un toit, et que chacun puisse manger à sa faim et payer chaque mois son dû et qu'il reste un peu pour s'il y a un moment plus difficile...

Gardons notre V^e République avec ses institutions. Remettre ISF, cela serait bien. Et que le respect soit dans notre pays (la FRANCE), si belle et diverse, la V^e puissance du monde. Garder notre Assemblée. Pour la justice : quand des individus font des attentats ou violent des enfants, que la justice soit très sévère ; à tort ou raison remettre la peine de mort, car les personnes qui ont subi gardent tout cela en eux qui les ronge à vie... Malheureusement. Penser à votre peuple.

Veillez recevoir, Monsieur le Président de la République Macron et Monsieur le Premier ministre Philippe et votre gouvernement, mes salutations les plus respectueuses et dévouées.

[Signature]

Mme [NOM Prénom, Adresse]

6. Manuscrit, 14 lignes, 80 mots

Monsieur le président,

Vous avez augmenté la CSG des retraités, mais avant de taxer à tout-va, les députés, sénateurs, ministres auraient dû faire un geste en diminuant d'autant leurs indemnités.

Les anciens présidents et Premiers ministres ne devraient plus toucher d'indemnités au bout de trois ans après la fin de leur mandat.

Ceci est leur peut-être une goutte d'eau, mais un autre climat aurait été installé et cela montrerait que les efforts n'étaient pas demandés toujours aux mêmes citoyens.

Respectueusement,

[Signature]

7. Manuscrit, 22 lignes, 185 mots (homme)

Le 25/01/19

Je m'appelle Mr [NOM Prénom]. Je vous raconte. Je vis à Soubise après [avoir] fait construire il y a 14 ans. Mes deux filles sont nées à Rochefort et à ce jour, ça n'a jamais été aussi dur. Ma femme ne travaille pas. Elle est [Coréenne ?] et depuis qu'elle est en France, elle n'a jamais trouvé un travail sérieux. Elle est prof de sport (peut-être que Soubise) et mis à part bosser dans les huîtres pour 90 € la semaine de 4h00 par jour. Cela est de plus en plus difficile. Il vient de recevoir une facture soin de 923 € qu'on est impossible de payer.

(la suite page 14)

J'ai écrit mon paragraphe page 6. Je suis [Nom Prénom] et sa famille comme mon message précédent. Tout va mal. J'ai perdu mon travail suite à une amputation du doigt. Je suis arrêté pendant encore quelques mois. De mois en mois nous allons toucher le fond et puis être tout perdre. Une idée m'est venue : pourquoi ne pas faire une cagnotte en ligne. Les personnes touchant le bout. Je n'arrive même plus à regarder ma famille dans les yeux.

M. [Nom Prénom, adresse, téléphone]

8. Dactylographié (photocopie collée), 55 lignes, 842 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse]

Dans la mondialisation et la rapidité des échanges avec les moyens modernes, il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble de ce qui nous entoure afin de transformer nos points faibles en points forts.

La gestion de la cité devant être un but commun, et surtout reconnu comme commun à tous et par tous, afin que chacun puisse prendre part à son fonctionnement en suivant ses moyens et en conservant le nécessaire pour que chacun puisse vivre convenablement.

Je crains que les buts réels n'étant pas assez clairs, il devient facile de prendre les moyens pour des buts. Il ne faut pas oublier que le modèle de la croissance perpétuelle n'est qu'un leurre que nous devons une bonne fois juguler.

Si l'on augmente les salaires, cela va faire plaisir à tout le monde à court terme, mais 6 mois plus tard, le boulanger qui doit payer plus cher ses employés sera dans l'obligation de répercuter cette augmentation sur le prix de la baguette de pain, et nous aurons mis en place une solution temporaire qui sera vite dissipée dans l'inflation.

Est-ce qu'il y aurait d'autres solutions, nouvelles, de gestion de la cité, qui permettent de prendre en compte tous ces aspects, en permettant de défendre notre belle République française et sa devise "Liberté - Égalité - Fraternité" ?

Reconnaitances : rang social et montant de son salaire ? N'y a-t-il pas d'autres choses qui doivent être reconnues ? Le temps que l'on offre aux autres ? Le temps que l'on partage pour former les jeunes ? etc. ?

Inflation et salaire : à quoi bon augmenter si l'inflation vient 6 mois plus tard lamener les efforts ? Ne serait-il pas préférable de mettre en œuvre des mécanismes de limitation de l'inflation sur certains produits (des loyers aux produits d'hygiène, en passant par le nécessaire pour manger, et payer les études de nos enfants...). La super TV écran LED dernière génération n'est pas une nécessité pour vivre, je pense, comme beaucoup d'autres choses.

Retraite, temps de travail, chômage, etc.

Chacun de nous a le devoir d'offrir un pourcentage de ce que rapporte son activité à son pays (c'est ce qui permet la liberté d'entreprendre, l'égalité des chances, et la reconnaissance fraternelle des autres). Les vicissitudes et les aléas ne permettent pas d'être tout le temps à 150 % de nos capacités. Le cycle même de nos vies ne nous laisse pas les mêmes possibilités (10 ans, 20 ans, 30 ans, 50 ans, 70 ans...).

Apprenons à tirer profit de chacun de nos âges et que l'État mette l'emphase sur cela :

Les seniors devraient recevoir une formation afin d'apprendre à transmettre et que leurs rôles soient ensuite de transmettre.

Ceux au midi de leurs vies devraient pouvoir offrir le meilleur d'eux-mêmes, sans que cela se retourne ensuite contre eux dans des modes de fonctionnement du toujours plus.

Nous avons un déficit public monstrueux, et nos anciens, esseulés, ne reçoivent qu'une visite par mois, nos services publics sont en cours de destruction, et le taux de chômage ne baisse pas... Est-il normal de payer une personne à rester chez elle alors qu'elle pourrait être utile pour la gestion de la cité ?

Au niveau des entreprises : comment se fait-il qu'il y ait autant d'entreprises qui ne payent aucun impôt en France ? Comment peut-on laisser faire le pillage de nos entreprises ? Une entreprise créée il y a plus de 200 ans, qui est gérée en bon père de famille, et qui a mis de côté de quoi passer l'hiver, se fait racheter par une multinationale, qui regarde le montant des gains annuels et envoie une facture via sa holding du juste montant afin que cette entreprise (anciennement française) n'ait plus à payer d'impôts alors qu'elle continue de gagner les mêmes montants que les années précédentes. Ensuite, on vide doucement les liquidités, puis on indique aux salariés que pour des problèmes économiques ils ne seront pas augmentés et qu'ils sont chanceux que l'on ne ferme pas... Etc. Comment mettre en place un système qui évite cela ?

Il est écrit dans beaucoup de textes anciens, que si l'on renie ses enfants ou ses parents, on se renie soi-même. Je crains que nous soyons au stade où nous nous apercevons que nous nous sommes nous-mêmes reniés...

APL des étudiants baissés, retraites et pensions de réversion volées...

Il est nécessaire de faire quelque chose, OUI, mais encore faut-il le faire avec les méthodes qui vont bien, la communication adaptée, et surtout l'attention à tout le monde (les petites gens, comme les hauts dignitaires). Le peuple français est un peuple fier, intelligent, réfléchi (effet de groupe passé).

Un point de plus et pas des moins : nos fameux journalistes ne devraient-ils pas signer un pacte déontologique, avec une surveillance par un conseil d'ordre ? Qu'ils soient obligés d'indiquer quand leurs paroles sont des supputations ou quand ils relatent une vérité sans la dévoyer...

Il y a encore des milliers de choses à écrire et à proposer.

Je suis et reste à la disposition de mon pays.

Cordialement.

15/01/2019 [manuscrit]

[Signature]

9. Dactylographié collé, 18 lignes, 272 mots (femme, épouse n° 8)

[Prénom NOM, Adresse]

Actifs, étudiants et retraités, devraient pouvoir vivre décemment en mangeant à leur faim et vivre dans un logement correct, salubre. Ne plus voir la catastrophe de Marseille. Rappeler aux propriétaires leur devoir de louer un logement sain et sûr. Rappeler aux locataires leur devoir d'entretenir ce logement.

Indexer sur le coût de la vie les revenus du travail et pensions retraite jusqu'à 4 000 € bruts.

Privilégier les revenus du travail aux revenus du capital : donner aux gens l'envie de travailler en imposant des conditions de travail correctes et un salaire attractif. Un emploi pour tous est possible : si on remet un service public en état, si on arrête de demander aux salariés d'en faire de plus en plus, on devrait pouvoir créer des emplois et diminuer le chômage.

La santé est essentielle : donner les moyens au secteur médical au niveau du personnel et des équipements pour qu'ils puissent faire correctement leur travail sans horaires excessifs.

GAFSA et grands groupes. Trouver la solution pour qu'ils paient réellement un impôt en proportion de ce qu'ils encaissent comme bénéfices en France.

Écouter les bonnes initiatives qui existent dans les villes et les mettre en application. Les Français ont des idées et parfois même de bonnes idées. Écoutez-les. Écoutez nos représentants de proximité, à savoir les maires qui vous remontent les informations.

En fait il faudrait revenir à des valeurs : le respect des autres, prendre le temps d'écouter, redonner sa valeur au Travail, redonner sa place à la politesse et privilégier l'Humain. Faire des profits, c'est important, mais pas au détriment du bien-être des hommes, de leur santé et de l'environnement.

15/01/2019 [manuscrit]

[Signature]

10. Manuscrit, 30 lignes, 188 mots (femme) – NB : deux contributions de la même personne, très proches, dans le cahier de Rochefort (n°18 et n°43)

18/01/2019

[Prénom NOM]

- Le rétablissement de l'ISF ne permettrait-il pas plus de justice sociale ?
- Le droit de mourir dans la dignité, droit à notre ultime liberté. Liberté signifie aussi finir sa vie sereinement. Voir Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Suisse, Colombie, Canada, six États américains et un État en Australie. Pourquoi sommes-nous en retard pour notre fin de vie ?
- Notre hymne national n'est plus adapté. « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » : nous ne sommes pas en guerre. Pourquoi ne pas le remplacer par des paroles qui expriment la paix ?
- L'éclairage public pourrait-il être alimenté par des lampes solaires ? L'éclairage public jusqu'à minuit, est-ce bien utile ?
- Recyclage des coquilles d'huitres : l'entreprise Ovine, installée à Périgny depuis 1988 est spécialisée dans le broyage des coquilles d'huitres pour l'alimentation des volailles. Les coquilles d'huitres ou de Saint-Jacques se recyclent (déchetteries de l'agglomération de Limoges). (Pour plus d'info, voir sur Internet).
- Je suis entourée de champs cultivés et pollués. Comment travaillent les agriculteurs bio dans notre département ?

- Création d'un rond-point D125 et voie derrière base aérienne Rochefort-Saint-Agnant serait peut-être nécessaire.

11. Manuscrit (2 pages), 50 lignes, 310 mots (couple)

Vendredi 18 janvier 2019

Mme Mr [Signature]

I] Fiscalité:

- * Suppression de la CSG. sur les retraites.
- * Rétablissement de l'ISF.
- * Refonte de la fourchette des tranches d'imposition (+ proportionnelles aux revenus) ; idem pour taxes habitation et foncière.
- * Se donner les moyens de faire des économies par la diminution du train de vie de nos élus nationaux et de leurs associés (déplacements, réceptions, etc.).
- * Diminution du nombre de parlementaires et de leurs avantages qui font penser à des privilèges (voitures, garde du corps, logement, indemnités).
- * Supprimer tous les frais accordés aux EX (présidents, ministres, etc.).
- * Quid du CICE ? Y a-t-il contrôle d'une contrepartie en création d'emplois ? Si non quelle est son utilité ?

II] Services publics

- * Priorité à l'accompagnement des personnes face à la fracture numérique (dans chaque commune, 1 lieu, 1 personne compétente, des ordinateurs, en mairie par ex.).
- * Ne pas accentuer l'injustice sociale en fermant des services publics sous prétexte de non-rentabilité.
- * Favoriser la création de moyens "nomades" pour apporter du service public dans les lieux reculés.

III] Écologie

- * Suivre l'exemple de certaines communes : voitures municipales en location pour des petits déplacements.
- * Favoriser le co-voiturage en aménageant des zones de stationnement.
- * Pour toutes les questions concernant la transition écologique nous ne sommes pas assez compétents ni assez informés des enjeux et de la réalité économique dans ce domaine.
- * Tous les citoyens de la France n'ont pas les moyens de changer de voiture (même avec une prime).

IV] Démocratie et citoyenneté

- * Reconnaître le vote blanc.
- * Rendre le vote obligatoire.
- * Mettre en place une dose de démocratie participative (RIC par ex.) avec règles pour son organisation.
- * S'appuyer sur les avis des élus territoriaux avant de prendre des décisions (80 km/h par ex.).
- * Maintenir la loi de séparation Église-État.
- * Supprimer les exceptions à cette loi (Alsace Moselle, etc.).

12. Manuscrit, 23 lignes, 135 mots (homme)

18/01/19 Mr [NOM] [Signature]

En couple avec 2 enfants, nous travaillons tous deux.

Nous gagnons correctement notre vie ni plus ni moins.

Seulement voilà, nous gagnons trop pour pouvoir prétendre aux aides, ce qui paraît normal ; par contre pour donner on gagne suffisamment pour être largement ponctionnés.

En partant du fruit de notre travail :

- Salaire brut
- 23 % en moyenne de prélèvements sociaux
 - 20,6 % TVA
 - impôts sur le revenu
 - impôts sur les revenus immobiliers
 - taxe d'habitation (encore)
 - taxe foncière
 - taxe sur le gasoil
 - péages, assurance, CT
 - ordures ménagères
 - impôts sur le peu de retour d'intérêt capitaux (livret A, etc.)
 - taxe d'aménagement, et j'en passe...

Cela ne suffit-il pas ???

En partant du salaire brut, fruit de notre travail chaque jour, il ne reste plus grand-chose...

13. Manuscrit (2 pages), 47 lignes, 393 mots (homme)

[NOM Prénom, Adresse, Téléphone]

Aucun pays ne prélève autant de taxes et impôts que la France, atteignant un niveau insupportable et pourtant plus la pression fiscale augmente et plus le déficit augmente. Il est donc évident que c'est une mauvaise utilisation de notre argent par les "aristocrates d'État" qui aboutit au désastre économique de notre pays. Il est maintenant urgent de changer le système car le déficit est le nœud de notre mal. En ne jouant que sur le levier RECETTES, nous en sommes arrivés là ! Il est temps de s'attaquer aux DÉPENSES. La République n'a plus les moyens de vivre dans le luxe, il faut la reformer.

1-Suppression du Sénat à soumettre par référendum (nous demandons aux politiques de gérer le pays et non de tout décider pour le peuple).

2-Revoir le nombre de ministères ; oui ou non le modèle allemand si cher à notre président peut-il s'appliquer à la France (13 ministres allemands pour un pays de 80 millions d'habitants contre une trentaine en France) ?

3-Révision du train de vie de ces ministères: véhicules, chauffeurs, secrétaires, etc.

4-Oui à plus de pouvoir à une chambre véritable représentation des courants du peuple => chambre élue à la proportionnelle.

5-Oui à un même calcul de retraite pour tous les Français.

6-Oui à l'indexation des salaires et retraites (on ne peut plus demander à la France d'en bas de faire des efforts pendant que les aristocrates d'État vivent grassement sur leur dos.

6-[sic] Simplifier le millefeuille des collectivités territoriales.

7-Halte à la désertification de nos territoires et + de services publics : transport, santé, hôpitaux. Développer le fret ferroviaire et obliger les camions qui traversent la France à l'utiliser.

ÉCOLOGIE. Pourquoi culpabiliser les Français, alors que dans le classement des pays émetteurs de CO₂ la France arrive en 185^e rang avec un taux 0,9 (devant nous, l'Allemagne !!, pays qui peut nous faire le morale !! Si ces 184 pays se mettaient au rang de la France, la planète n'irait-elle-pas déjà mieux? Et même si la France arrivait au taux 0, que représentons-nous au niveau du globe ?

La taxe carbone n'a été que le prétexte pour le matraquage fiscal en attribuant que 20 % des recettes à l'écologie. HONTEUX !

SUPPRESSION des enveloppes secrètes ou contrôle très strict de celles-ci (cela éviterait des affaires comme celles de M. GUÉANT et consorts). Etc. Etc. Etc.

[Signature] le 42/1/2019

14. Dactylographié (2 pages collées, petits caractères), 98 lignes, 1494 mots (homme)

Soubise, le 4 février 2019 Mr [Prénom NOM]

Afin de contribuer au grand débat national que souhaite Monsieur le président de la République, je me permets de donner les différents points qui me viennent à l'esprit et qui me semblent opportuns. Je suis républicain et je pense que la Constitution de 58 du général de Gaulle est encore d'actualité.

- L'Europe aujourd'hui est loin d'être satisfaisante. Trop de pays, des lois farfelues, pas les mêmes intérêts, pas le même niveau social, pas de volonté commune pour assurer sa défense, des divergences sur la transition écologique (charbon par exemple), des « exils fiscaux » à demi reconnus... Je pense que l'on ne peut pas continuer comme cela et qu'il va falloir refaire l'Europe différemment dans sa structure, dans ses missions et dans les moyens qu'on lui accorde aujourd'hui.
- Il n'est pas normal non plus de voir nos députés européens non soumis à l'imposition. Comment être crédibles quand ils parlent d'évasion fiscale ?
- Que le président de la République s'attache essentiellement aux affaires étrangères et à la défense. En d'autres termes, qu'il s'occupe des affaires extérieures.
- Que le chef du gouvernement et son gouvernement s'attachent à la vie intérieure.
- Que l'Assemblée nationale, réduite d'un tiers, soit élue à la proportionnelle afin d'être plus représentative du peuple.
- Que le Sénat soit également réduit d'un tiers.
- Qu'un élu qui est condamné ne puisse plus se présenter à aucune élection. Un élu se doit, plus que les autres, d'être exemplaire vis-à-vis de la loi.
- Qu'un élu se doit de dire la vérité, sans omission ou détournement, car il y en a marre d'entendre tout est son contraire. Il y gagnerait en crédibilité.
- Que le vote soit obligatoire jusqu'à 75 ans.
- Qu'il y ait une fois par an un référendum traitant de toutes les questions de société mis à l'ordre du jour par nos parlementaires (exemple : projet de loi concernant l'accueil des migrants).
- Que soit défini par l'Assemblée nationale le nombre de migrants à accueillir par an, mais avec des droits et des devoirs qui doivent être très clairement définis et soumis à référendum. Il est inconcevable de donner plus que nous donnons à certains de nos Français qui ont cotisé toutes leurs vies (indemnités et AME), comme il est également inconcevable de critiquer ou de vouloir changer les us et coutumes d'un pays qui se montre généreux. En d'autres termes, lorsque l'on choisit un pays, on se doit de vivre et de respecter les lois de ce pays ; si cela ne convient pas on choisit un autre pays où l'on se sent mieux.

- Qu'il n'y ait plus de zone de non-droit et que les délinquants (et leurs parents pour les mineurs) soient sanctionnés comme il se doit. On a su mettre 80 000 forces de l'ordre lors des différentes manifestations, donc cela doit être possible. Sans doute qu'il faudra revoir certaines lois afin d'éviter X comparutions avant d'être sanctionné et prévoir aussi la construction de prisons supplémentaires.
- Je pense également que nos politiques ne pensent qu'à Paris et aux grandes métropoles et oublient bien souvent de prendre en compte la ruralité lors de leurs décisions.
- Je pense que toute peine mérite salaire et que chaque travailleur doit pouvoir vivre correctement de son salaire.
- Je constate avec beaucoup de tristesse que le président et son gouvernement déconsidèrent, pour ne pas dire méprisent, les retraités. Ils oublient quelque peu les efforts qu'on dû consentir leurs aînés face aux différentes réformes successives des différents gouvernements qu'ils ont connus. Ils oublient aussi que bon nombre de retraités s'occupent de leurs parents, de leurs enfants et participent pour beaucoup bénévolement à différentes associations.
- Je pense nécessaire de revoir les frais de succession. Je pense qu'aujourd'hui cela ressemble à du racket.
- Je pense également qu'il faut lutter contre l'évasion fiscale, contre les retraites indûment payées à l'étranger faute de contrôles, les détournements à la CAF et de la sécurité sociale...
- Je pense qu'il faut peut-être mieux répartir les fonctionnaires. En supprimant certains hauts fonctionnaires, préfets sans poste par exemple, cela permettrait peut-être d'en rajouter dans les ministères où il en manque.
- Je pense aussi que chaque Français doit participer à l'effort de la nation et devrait payer des impôts sur le revenu à hauteur de ce qu'il touche, même de façon symbolique.
- Je pense d'ailleurs que l'impôt sur le revenu devrait être revu car aujourd'hui cela ressemble à un fourre-tout n'ayant plus trop de rapport avec le revenu.
- En ce qui concerne la transition écologique, je pense que nos politiques doivent dans un premier temps tout faire pour ne pas subir la pression des lobbies s'ils veulent pouvoir avancer.
- Taxer les transports aériens et maritimes qui polluent bien plus que le transport routier (le plus gros transporteur de conteneurs de France qui utilise le pétrole brut pollue autant que 55 millions de voitures).
- Faire une étude fine sur l'énergie à prendre en compte pour le transport routier. Les voitures électriques me semblent bien polluantes à la construction. Nous dépendons de la Chine pour les batteries qui restent difficiles à recycler. Il faudra augmenter notre production d'électricité et développer son mode de distribution. Tout cela pèse lourd sur l'émission du gaz à effet de serre.
- Arrêter rapidement le glyphosate et autres produits chimiques qui ont littéralement mis en danger notre biodiversité. Il faut impérativement faire marche arrière pour le devenir de la France et de l'humanité.
- Exiger les mêmes critères pour les pays d'importation que ceux demandés à nos agriculteurs.
- Il faut préserver l'eau. Toutes les nappes, ruisseaux, rivières, fleuves et mers entourant notre beau pays sont tous impactés par la pollution industrielle, l'élevage et l'agriculture. Je pense que le principe pollueur/payeur n'a pas été appliqué. Il n'est pas normal qu'une minorité s'autorise le droit de tout faire au détriment d'une majorité.
- Limiter ou interdire le maïs dans les régions trop sèches et où les nappes d'eau sont insuffisantes.
- Aider les agriculteurs à replanter des haies. Leurs bienfaits pour la nature n'est plus à prouver.
- Il y a 40 ans de cela, la chasse était ouverte le dimanche et jours fériés. Aujourd'hui la chasse est ouverte tous les jours. De mi-août à fin février en fonction des régions. Je pense que l'on marche sur la tête. Je ne suis pas contre la chasse, mais au vu du manque de gibier à part les

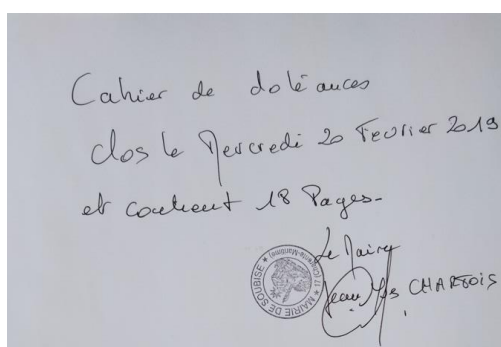
Cahier de Soubise

cerfs, sangliers, chevreuils qui heureusement sont bien gérés d'où leur prolifération, il faudrait prendre des mesures de survie pour certaines espèces. Nous sommes le pays d'Europe qui autorise la chasse à 15 espèces d'oiseaux de plus que nos voisins. Cette année encore nous autorisons la chasse à la glue (ce n'est pas de la chasse mais du braconnage). Il n'y a presque plus de outardes canepetières en raison de l'agriculture intensive (plus assez de sauterelles), il n'y a presque plus d'alouettes, de perdreaux, de lièvres et la liste est longue...

- Dans le domaine de la pêche en mer, hélas, c'est le même bilan. Au-dessus du parallèle 48, il est interdit au particulier de pêcher le bar, seuls les professionnels ont le droit avec des quotas. C'est invraisemblable, ce sont eux qui ont pillé les frayères au détriment des générations à venir et on leur laisse encore le droit de pêcher. Le moratoire doit s'appliquer à tous, jusqu'à ce que la situation des bars soit satisfaisante.
- Idem pour la pêche des pibales, raies brunettes, etc. Les professionnels, au détriment des particuliers, pillent nos eaux et on leur laisse encore le droit de continuer, avec en plus des tailles inférieures à celle autorisées aux particuliers. C'est scandaleux.
- Il faudrait également mettre en place des caméras dans les abattoirs comme cela aurait dû se faire. Il est inconcevable de laisser des animaux souffrir. Chaque animal doit être étourdi avant de mourir (halal y compris, sachant que dans certains pays musulmans c'est le cas). Il suffit de regarder les vidéos de l'association L214 pour comprendre.

Depuis une quarantaine d'années, la France est en dérive. Une dette de 2300 milliards d'euros, 9,1 pour cent de chômeurs, un taux d'insécurité et de délinquance grandissant. La faute à tout le monde, politiques, syndicats, laxisme de certains parents, mécontentement du peuple et manifestations en tout genre, boudier les urnes au lieu de s'assumer, etc.

Aujourd'hui, je pense qu'il ne faut pas regarder en arrière mais plutôt aller de l'avant. L'heure est grave mais pas désespérée. Je souhaite de tout cœur pour nos enfants et petits-enfants que nos hommes politiques sauront se ressaisir et enfin faire preuve de bon sens et de pragmatisme au lieu de faire des guerres stériles et querelles de clochers. Même si parfois je doute du bien fondé de chacun quand j'écoute certains de leurs propos, j'ose croire quand même qu'une majorité d'entre eux saura faire la part des choses et prendre les bonnes mesures pour remettre le pays dans la bonne voie.



[FIN]